

8 avril 2019

pole.societe@eveche-creteil.ccf.fr

« Gilets jaunes et Grand débat national »

Rencontres dans les paroisses du diocèse de Créteil Synthèse des réflexions et propositions

Le 16 janvier 2019, Mgr Santier, s'adressant aux curés des paroisses du diocèse de Créteil, a invité les chrétiens du Val-de-Marne à se rencontrer, à échanger et à débattre de la situation de notre pays :

« Depuis plusieurs semaines, la protestation des « gilets jaunes » révèle de profondes fractures sociales et territoriales entraînant dans de larges couches de la population française des sentiments d'abandon et d'exclusion. Cette protestation qui fait largement débat dans la société française aujourd'hui ne saurait laisser les chrétiens indifférents. C'est pour eux le moment de répondre à l'appel du Pape François les invitant dans Laudato Si à « s'asseoir pour penser et pour discuter avec honnêteté des conditions de vie et de survie d'une société, pour remettre en question les modèles de développement, de production et de consommation. »

C'est pourquoi je vous encourage à débattre de ces événements avec vos paroissiens, par exemple à la sortie d'une messe dominicale comme certains d'entre vous l'ont déjà fait. Pour guider la réflexion de ceux que vous réunirez, vous pourrez vous inspirer des 5 questions proposées par le texte du conseil permanent « Appel aux catholiques de France et à nos concitoyens » ainsi que de la tribune « Il n'y avait pas de place pour eux dans la salle commune » récemment publiée par l'antenne de Créteil de Semaines Sociales de France à laquelle je me suis associé.

Les paroisses qui pourront compter sur l'appui des responsables des mouvements apostoliques présents sur leur territoire peuvent naturellement avoir des objectifs plus larges et constituer des groupes d'échange et de proposition ouverts à d'autres personnes, partageant ou non notre foi. Les réflexions et propositions que ces rencontres susciteront pourront être communiquées dans le cadre du grand débat national qui vient de débiter mais aussi à moi-même. Je les transmettrai à l'Antenne des semaines sociales de France qui en assurera la synthèse et la large diffusion.

Une vingtaine d'initiatives ont eu lieu, dans des formats très différents. Chacune a souligné l'importance de la rencontre et de la discussion, de la parole partagée. Six comptes-rendus ont été adressés à Monseigneur Santier. Ce document constitue une synthèse de ces retours, regroupés puis triés et classés par thématique de façon à supprimer les redondances tout en essayant de préserver la richesse d'ensemble du contenu.

Il a été réalisé par Thomas Bauduret, Jean-François Loche et Jacques Martin, membres de l'équipe diocésaine de l'Antenne de Créteil des Semaines sociales de France.

1- Le ressenti exprimé dans les paroisses

Au sujet des acteurs

Une partie de la population se lève et une partie s'interroge. Des personnes disent « ça suffit », il faut que l'on nous écoute.

Il y a une solidarité sur les ronds-points : « on nous amène à manger, on est enfin écoutés ».

On observe aussi que de nombreuses personnes qui manifestent n'ont en fait jamais trouvé une place dans la société. Plusieurs personnes se demandent en effet comment se positionner et agir en tant que chrétien.

Des personnes sans vie militante auparavant se mettaient à manifester. Et aussi des étudiants manifestaient pour la planète

Les quartiers difficiles ne se sont toutefois pas manifestés, ni les lieux de travail. Les réseaux sociaux ont pris une énorme importance dans les rassemblements avec la possibilité de se donner des RV rapides. Ils véhiculent aussi des propos complotistes qui sentent mauvais. Le traitement des événements par les médias a été indigne.

L'adhésion

Les gilets jaunes ont ramené à la surface tous nos problèmes et montré une situation d'injustice sociale. On est puni parce que l'on travaille. On est écrasé par les impôts.

Il faut une Europe des peuples et non une Europe des riches.

Ils ont mis en évidence une souffrance réelle et le règne de l'argent roi : deux mondes, celui des riches qui commandent, celui des pauvres qui subissent.

On s'est vite rendu compte que ces éléments étaient déclencheurs et que les motivations étaient plus profondes : des gens obligés de prendre leur voiture pour aller travailler sans autre moyen de transport plus collectifs, des gens qui travaillent et n'arrivent pas à joindre les 2 bouts, des salaires de misère, des laissés pour compte, un sentiment fort d'abandon avec le départ d'un certain nombre de services publics, poste, écoles, hôpitaux, transports, un sentiment d'injustice au niveau fiscal et des inégalités criantes.

Il y a de la sympathie pour ce mouvement qui a transformé des endroits sur lesquels on tourne en rond en des lieux de rencontre et qui a ramené du lien social et du respect, car le mouvement dure et certaines revendications ont abouti alors que les syndicats n'y étaient pas arrivés, car ce mouvement répond à la violence développée depuis longtemps par les pouvoirs successifs et au mépris affiché envers les « petits ».

Ce mouvement exprime une crise de classe. Il répond à la violence développée depuis longtemps par les pouvoirs successifs et le mépris affiché envers les « petits ». La première année du quinquennat de Macron s'est traduite par un flot de mesures contre les pauvres.

L'incompréhension par rapport au mouvement

Les personnes sont trop préoccupées par leurs intérêts pas assez par le bien commun : du « tout, tout de suite ». Pour changer les choses, il faut du temps.

Il reste une incapacité à se parler poliment en respect avec les institutions.

On s'aperçoit que notre nation n'a plus d'unité, plus de valeurs communes.

Il y a une méfiance des gilets jaunes face aux institutions et autres partenaires politiques et syndicaux.

C'est un énorme gâchis qui sera difficile à remonter. Comment s'exprimer librement quand on n'est pas à l'unisson dans le groupe ?

Toutes les revendications légitimes arrivent en même temps sans chercher à voir comment on peut avancer car elles sont individuelles et mises sur le même plan.

Le refus de la violence

La plupart des membres du groupe rapportent les violences observées dans les manifestations Gilets jaunes ainsi que les propos contre les immigrés. Tout cela est très choquant pour un chrétien.

Un député sénégalais a même reçu des lettres de menaces.

L'agressivité est inutile et les débordements sont trop nombreux.

Il y a une injustice par rapport à toutes ces personnes blessées par les policiers.

La violence verbale et physique effraye.

La question de la violence se pose à chaque étape, œuvre d'une minorité. Elle fait évidemment mal, physiquement pour certains manifestants ou policiers, collectivement pour son coût et a des répercussions importantes à tous niveaux. De nombreux lieux symboles de la société de consommation ont été la cible de la casse, banques, magasins de luxe. On peut le déplorer, le dénoncer, mais est-ce que le pouvoir aurait réagi notamment sur les taxes carburants s'il n'y avait pas eu de casse ?

Les violences contre les symboles de la République, arc de triomphe, Champs-Élysées, sont inacceptables et posent d'autres questions. Ces lieux emblématiques ne représentent plus rien pour les casseurs et montrent une fracture importante, ce qui est inquiétant. Les menaces auprès des élus sont très dangereuses et dans la même veine.

Mais on ne peut pas passer sous silence les violences de la police. Ses provocations ont conduit plus d'un GJ aux affrontements avec les forces de l'ordre. Beaucoup manifestaient tranquille jusqu'à ce qu'ils se fassent bousculer et répondent aux provocations, pendant que les casseurs pouvaient agir sans impunité ou presque. Les stratégies de la police sont mauvaises.

Ce mouvement fourre-tout permet aussi une explosion de haine raciste, antisémite, homophobe, anti-migrants, antieuropéenne, qui fait peur.

Et après ?

Les revendications principales sont légitimes sur les inégalités, la fiscalité, les salaires, les services. Mais le grand débat pourrait ne pas se révéler à la hauteur des enjeux.

Une certaine lassitude apparaît car seul le dialogue peut résoudre les problèmes.

Il est sûrement important que ce mouvement dure pour maintenir la pression, mais il devrait peut-être changer de forme, les manifestations générant beaucoup de violence : sit-in, blocages ponctuels, ...

Pas de leader. C'est une faiblesse importante et rien ne pourra déboucher, ce mouvement n'ira pas loin ou alors plus loin du côté de l'insurrection. Quel avenir du mouvement sans une union avec les autres ?

Refus d'une organisation du mouvement qui pourrait pourtant porter des revendications communes. Les GJ font même payer à certains d'entre eux leur engagement. Beaucoup de GJ se revendiquent apolitiques, pas syndiqués, ce qui n'est pas à leur avantage, ils manquent clairement de culture collective et de perspectives.

2- Les causes principales du malaise actuel

Ancienneté des problèmes actuels

Ils remontent à de nombreuses années comme la « [diagonale du vide](#) » qui partage la France et qui est connue depuis 50 ans, tout comme les situations des désespérances territoriales.

Un décrochement fort a eu lieu en 1980 avec la crise et l'augmentation de l'inflation, et l'arrivée d'un nouveau libéralisme dans tous les pays.

Représentativité et démocratie

Il y a une espèce de paradoxe entre les gens qui disent qu'on ne les écoute pas mais qui ne sont pas allés voter. Est-ce que le Président actuel est légitime dans une élection face à l'extrême droite et un taux de participation faible ?

La réforme du quinquennat a aussi accentué ce sentiment avec « je vote pour 5 ans et je ne sais plus ce qui se passe ». Mais plutôt que les gens se désintéressent de la politique ou des élections, c'est davantage le fait que les élus ont rarement tenu leurs promesses qui entretient le malaise.

Réaction à une forme de mépris de la part du Président de la République vis-à-vis des gens qui souffrent (exemple des « petites phrases »). Il est noté aussi son manque d'empathie. « Et même s'il est venu dans une cité ATD quart monde il semble n'avoir aucune notion de ce que peuvent vivre les gens. »

Impôts et services publics

On est aussi dans un paradoxe : on n'a jamais payé autant d'impôts et l'État de dépenses publiques et on a un abandon des services publics notamment dans les campagnes, mais aussi dans certains quartiers urbains.

Taxe sur les carburants instituée pour les particuliers pour lutter contre la pollution et en même temps aucune taxe sur le kérosène qui pollue énormément.

Emploi

Il y a aussi un gros problème d'emploi dans certains secteurs notamment le BTP où on voit des chantiers du Grand Paris s'arrêter faute de main d'œuvre.

Baisse du pouvoir d'achat

La classe moyenne se trouve privée des bénéfices de la croissance et la France, n'a plus les moyens de changer les choses seules.

Les retraités et les bas salaires sont pris à la gorge et demandent des revalorisations.

Tout ceci génère beaucoup de sentiments contradictoires : soutien, colère, refus, écœurement, espoir, inquiétudes.

Crise du modèle social

Inégalités dans la société et pas d'écoute du gouvernement

Montée de l'individualisme.

3- Les propositions de solutions**3.1- Dans le cadre de grands sujets transversaux absents du Grand Débat National****L'Empathie**

Accueillir l'autre dans son quotidien : le Français n'est pas là à ouvrir sa porte.

Rétablir le respect notamment dans les écoles.

La terre est à tous, partage des richesses, replacer l'homme au centre

Développer davantage d'écoute

Que les faibles soient entendus, reconnus et puissent participer aux changements en devenant acteurs. Que les plus forts (que cela soit au niveau situation, responsabilités ou argent) écoutent et pensent au bien commun et partagent.

Il faut tenir mieux compte des sonneurs d'alerte au niveau écologique.

La société est un réseau de relations, de traditions et d'institutions. Il faut tenir les trois éléments.

Nous devons nous parler comme des êtres humains.

La pauvreté n'est pas seulement financière. Une réponse peut être l'écoute, l'opinion de l'autre

Montrer plus d'égalité, de compréhension, et surtout plus d'humanité.

Respecter l'option préférentielle des pauvres**L'Éthique**

Appliquer une éthique des salaires : la différence de rémunération dans certaines entreprises entre les plus hauts postes et les plus bas pouvait être de 1 à 40 et maintenant peut être de 1 à 1000. Comment peut-on justifier cela ?

Valoriser autre chose que la performance financière de l'entreprise est tout-à-fait possible.

On doit se poser la question de la société désirée. Les patrons doivent décider de leur éthique personnelle et d'entreprise : l'exemplarité compte et on n'a pas l'impression qu'ils donnent l'exemple en matière d'éthique.

Repenser le lien social.

Des gens sont prêts à s'investir ou acheter plus cher leurs habits car ils voient que ça profite à des gens proches d'eux.

La Formation**Prioriser la formation initiale et continue**

Former aux valeurs chrétiennes d'amour du prochain et d'acceptation de l'autre.

Le Logement

Répondre à cette préoccupation essentielle des français : 4 millions de personnes sont sans logement et 12 millions de personnes sont fragilisées par leurs conditions de vie dans leur logement, notamment pour des questions budgétaires. De plus, le divorce crée le besoin d'une multiplication par deux des logements, d'où, à terme, assistanat et paupérisation.

L'accès à un logement digne et acceptable doit devenir une priorité des villes, pour arriver au minimum au niveau de l'obligation fixée par l'État.

L'État devrait mettre en œuvre plus systématiquement son droit de préemption et intervenir dans les situations de vacance.

3.2- Dans le cadre du Grand Débat National

Les impôts, les dépenses et l'action publique

Recomposer l'impôt.

Instaurer la TVA à taux zéro sur les produits de première nécessité

Restaurer l'ISF et supprimer les paradis fiscaux.

Développer une harmonisation fiscale européenne.

Remettre à plat et réexaminer l'utilité de toutes les niches fiscales

Supprimer la CSG pour les retraités gagnant moins de 2.000,00 € par mois

Réserver aux PME et TPE le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Demander l'augmentation du seuil d'exonérations des dons pour favoriser les dons aux associations (pour que le don coûte encore moins aux donateurs). Car les associations humanitaires ou sociales sont aussi pourvoyeuses d'emploi : avec plus d'argent elles pourraient employer davantage de personnes. Et c'est souvent des circuits courts.

Instaurer la transparence sur l'utilisation des impôts et taxes perçus : que les gouvernements communiquent à nouveau sur l'utilisation qui est faite des impôts puisque l'information est publique sur le site internet. Comme pour le moment l'ISF est supprimé, s'assurer que celles et ceux qui bénéficient de cette suppression ont vraiment injecté de l'argent dans l'économie au lieu d'acheter des actions.

Pouvoir être mieux informés sur les besoins de l'État. Savoir ce que l'État donne à chaque citoyen.

Appliquer davantage de justice sociale

Reconnaître la valeur travail et encourager ceux qui veulent entreprendre.

Partager le travail pour tous et mettre moins de pression fiscale sur ceux qui travaillent.

Revaloriser les retraites

Ne pas avoir de pension de retraite au-dessous du SMIC.

Plafonner les dividendes des actionnaires.

Aider les petites entreprises qui sont en général pourvoyeuses d'emplois.

Instaurer un prix plancher sur les matières premières agricoles.

Faire payer des impôts en France aux GAFAM.

Ne pas faire d'économies sur les APL

L'organisation de l'État et des collectivités publiques

Faire évoluer les Services publics

Il faut accepter une évolution dans leur forme et avoir des réflexions sur leur rôle, comme celui de l'hôpital.

Il faut aussi accepter des évolutions car on ne peut pas toujours trouver du monde pour aller travailler dans des petites structures dans les petites communes. Dans celles-ci, il y a des entreprises et des services publics qui ne peuvent pas embaucher.

Limiter les classes à 25 élèves maximum.

Augmenter le budget des hôpitaux.

Rendre tous les lieux accessibles aux handicapés.

Permettre aux citoyens de vivre avec des services de proximité, santé et transports

Accélérer les mesures de transparence sur les rémunérations

Des pays ont fait le choix d'augmenter les salaires des professeurs en augmentant leur formation. Les résultats des tests Pisa ont montré notamment la très forte progression de Singapour jusqu'à la première place en ayant fait le choix d'un meilleur salaire et d'un fort respect.

Diminuer l'écart des salaires entre les plus hauts et les plus bas revenus.

Rendre l'égalité des salaires réellement obligatoire entre les hommes et les femmes.

Réfléchir aux disparités de salaire ville campagne.

Réinventer les corps intermédiaires

Redonner plus de place aux partenaires sociaux dans les décisions sociales et politiques.

Aujourd'hui les lois et règlements sont trop compliqués, on ne comprend pas et on se divise.

Renforcer les droits syndicaux et le dialogue avec les partenaires sociaux

Il faut que les corps intermédiaires retrouvent tout leur potentiel et qu'il y ait une véritable écoute des administrés.

Mettre en place plus de contre-pouvoirs.

Mettre en place le principe de subsidiarité (que les décisions prises le soient au bon niveau).

La transition écologique

La lutte contre le réchauffement climatique est vitale. L'état doit s'y engager et ne pas pénaliser les citoyens, au contraire les aider par exemple avec un plan d'isolation des logements.

Aider au développement de toutes les entreprises qui œuvrent dans le sens de la transition écologique.

La démocratie et la citoyenneté

Rétablir la confiance dans le respect de la différence.

À l'école, mettre en pratique les cours de citoyenneté au sein de l'établissement, auprès des syndicats, partis, ou associations qui luttent contre la pauvreté. Être témoin de ce qui est vécu. Renouveler ses habitudes et se remettre en cause, et aussi au sein de la famille.

Que chacun à son niveau soit acteur et non assisté.

Refonder notre République avec plus de démocratie.

Développer une vraie démocratie participative au niveau local comme cela se vit dans les associations.

Reconnaître le vote blanc pour aider les personnes à se réinvestir en politique.

Mettre en place une votation citoyenne, comme en Suisse.

On manque aujourd'hui de véritable alternance politique : on a soit les extrêmes soit la droite ou la gauche qui font la même chose.

Il faut réfléchir au niveau européen et sauver l'Europe en la renforçant.

Les lois et les règlements sont trop compliqués. On ne comprend pas et on se divise. Renouveler l'assemblée nationale par tiers. Rediscuter le calendrier électoral et la carte électorale. Introduire de la proportionnalité à l'assemblée nationale. Obliger à plus de mixité sociale parmi les députés

Cette crise interroge notre fonctionnement démocratique qui montre ses limites actuelles.

Les députés ne prennent pas le pouls des gens, il faut leur demander des comptes, qu'ils organisent des débats.

Aller dans le sens d'une démocratie participative, le sens du bien commun, le sens du collectif, s'organiser collectivement.

4- Les raisons d'espérer

Un monde d'égalité

Des hommes et des femmes se lèvent pour montrer le chemin, éclairer les consciences, léguer à nos enfants une terre où il fait bon vivre.

Il ne faut pas regarder nos problèmes par le haut de la pyramide. C'est toujours en partant de la base que nous devons agir.

Un monde de respect

Respect des hommes qui puissent vivre ensemble avec leurs différences.
 Respect de la nature que nous voulons laisser à nos enfants.
 Respect de l'étranger que nous ne devons pas rejeter.
 Respect du travail des agriculteurs en payant les denrées au juste prix.
 Respect des habitants des pays du Sud en les laissant profiter de leurs richesses.
 Respect et encouragement de ceux qui sont engagés en politique.

Un monde de valeurs

Liberté – Égalité – Fraternité – Solidarité – Justice – Paix – Équité : qu'ils ne restent pas que des mots, mais qu'ils soient au centre des décisions prises.
 Mettre la lumière sur les petits. Qu'on ne laisse personne au bord du chemin
 Que cela ne soit pas l'argent qui divise les hommes.
 En même temps nous avons besoin d'élargir notre regard au-delà de notre pays.

Un monde d'espérance

Voir les personnes qui agissent dans le sens du bien commun, il en existe. Que cette crise interroge notre fonctionnement démocratique. Le bonheur est possible à condition de le construire ensemble. La confiance est le fondement de l'espérance.
 Élever les consciences et léguer une terre où il fait bon vivre.
 Savoir regarder ce qui va dans le bon sens.

5- La contribution attendue de l'Église

Réfléchir à une transformation profonde de notre Église pour rétablir une situation de calme et de prière et une capacité d'action vis-à-vis des problèmes de notre temps.

Être plus solidaire dans les paroisses

Créer toujours plus de lieux de rencontre (salles, tentes, ...).

Mieux assurer les liens avec les paroisses. Beaucoup de choses se passent mais dans certains endroits les gens ne sont pas au courant. Trouver des outils pour mieux communiquer.

Favoriser l'engagement des chrétiens dans la société.

Rappeler la pensée sociale de l'Église qui est trop peu connue

Prier, pour nous et pour le désir d'avoir une Église qui défend les droits des pauvres
 Il manque une dimension spirituelle dans la motivation de nos concitoyens.